

CHACUN A SES DÉFAUTS
Les costumes
GUEUDET
n'en ont pas...
TAILLEUR
4, rue Rougemont - PARIS

LA LIBERTÉ

Directeur-Rédacteur en chef : CAMILLE AYMARD

Gut. 81-30, 81-31, 81-32, 81-33, 81-34
65^e ANNEE, N° 23.804

Directeur-Administrateur : PHILIPPE DEROS

CHACUN A SES DÉFAUTS
Les costumes
GUEUDET
n'en ont pas...
TAILLEUR
4, rue Rougemont - PARIS

Pour la sécurité Désarmement de notre Bois naval

C'est au prélet de police
que doit en incomber
désormais la surveillance

Les Parisiens ont pour leur promenade du bois de Boulogne une affection traditionnelle et très vive. Ils en témoignent en toute circonstance et avec raison. Cet attachement les pousse même parfois à des critiques excessives ou peu justifiées. C'est ainsi qu'il est de mode aujourd'hui de déplorer le manque de sécurité du bois de Boulogne. Pour un peu, on en ferait une sorte de forêt de Bondy, dangereuse à explorer.

Il n'est que trop vrai que des attentats, des vols, même des crimes ont été commis au bois de Boulogne, et que la série n'en est peut-être pas absolument close. Il est incontestable, d'autre part, que, sous le rapport des mœurs, notre belle promenade a servi trop longtemps de refuge à des maniaques indésirables ; mais il serait souverainement injuste de rejeter sur l'administration la responsabilité de ce déplorable état de choses.

Pour les huit cent soixante et onze hectares que mesure le bois, de quel personnel dispose-t-elle en effet ? De soixante-dix-sept gardes et brigadiers placés sous l'autorité immédiate d'un brigadier-chef, au dévouement et à l'activité duquel je suis d'ailleurs heureux de rendre un hommage particulièrement mérité.

Encore cet effectif déjà bien maigre se trouve-t-il trop souvent, de façon sensible, réduit par la maladie, les congés ou les témoignages en justice. N'empêche que la surveillance ne doit jamais être interrompue, puisque la promenade constitue pour le public une jouissance constante.

De sept heures du matin à huit heures du soir, en plus des cinq brigades qui se répartissent les « cantons » du bois, circulent trois cyclears qui ne cessent de sillonner les allées, d'inspecter les sous-bois et de tomber inopinément là où ils sont le moins attendus.

Par malheur, un effectif aussi restreint ne permet point de continuer la surveillance générale au delà de vingt heures. Il faut se contenter de patrouilles quotidiennes, auxquelles s'ajoutent des battues exécutées à l'improviste et, par là même, des plus fructueuses.

Ce régime de surveillance s'explique par la tradition. Le bois de Boulogne fut jadis propriété privée de la Couronne de France. C'est l'empereur Napoléon III qui en fit gracieusement don à la Ville de Paris, à charge par celle-ci de le maintenir perpétuellement comme promenade à l'usage des Parisiens.

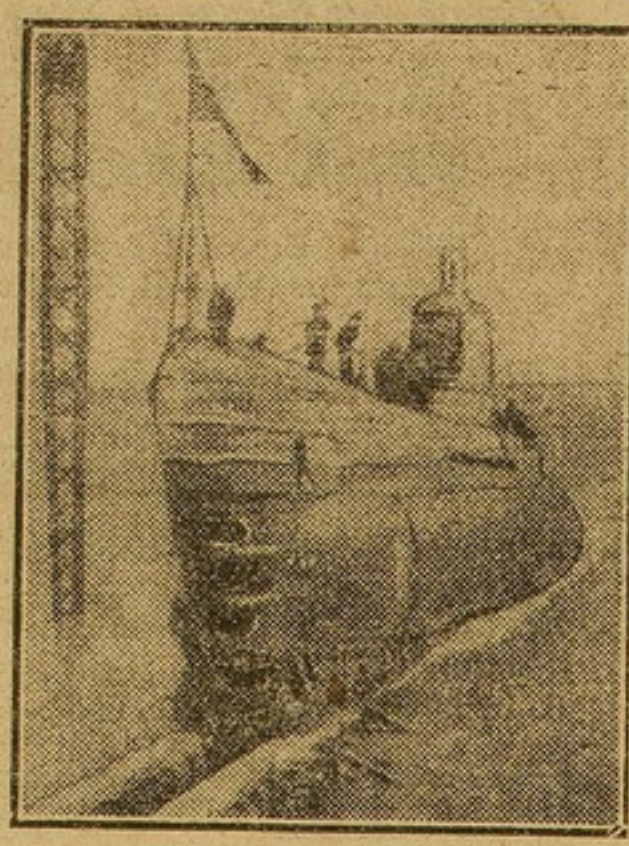
Parc immense, mais privé, le bois devait naturellement être gardé, comme toutes les propriétés de même genre, par des forestiers et des gardes-chasse. La Ville de Paris, en acceptant ce prestigieux héritage, crut ne devoir rien changer au système de surveillance. La tradition fit loi. C'est pourquoi, depuis lors et jusqu'à maintenant, la police du bois de Boulogne dépend uniquement de la préfecture de la Seine et reste assurée par des gardes. Mais il est de toute évidence que pareil anachronisme ne saurait se prolonger.

Le bois de Boulogne n'est plus un parc aujourd'hui, moins encore une forêt. Il fait partie intégrante de la ville de Paris. En raison du nombre croissant des promeneurs, de l'intensité de la circulation automobile, il devrait être surveillé comme toutes les autres parties de la ville, et c'est M. le préfet de police qui devrait avoir la charge de cette surveillance.

Cette idée de simple bon sens, et vieille de plusieurs années déjà, a fini par faire son chemin, et même par triompher. Je crois pouvoir assurer que, pour le début de l'année prochaine, logique et esprit pratique auront eu gain de cause. M. le préfet de la Seine dévoluera très volontiers son droit de regard sur le bois de Boulogne à M. le préfet de police. De ce fait, tout rentrera dans l'ordre. L'effectif insuffisant des gardes sera renforcé par les effectifs ordinaires de la police municipale.

Ainsi les Parisiens pourront jour sans arrière-pensée et sans crainte de leur promenade favorite.

FERNAND-LAURENT
Conseiller municipal de Paris.



Le « Phénix », l'un des six sous-marins britanniques de la série P, armé de canons de 4 pouces.

Le désespoir d'une mère

Des passants découvrirent, hier soir, dans un terrain vague de Gentilly, au lieu près de la route de Villejuif, le corps d'une jeune femme inanimée, qui serait encore farouchement dans ses bras, contre sa poitrine ensanglantée, un bébé âgé de quelques mois.

La blessée avait été atteinte d'un violent coup de couteau dans la région du cou.

Une enquête menée par le commissaire de police de Gentilly a permis de constater qu'il s'agissait d'une tentative de suicide. La blessée est une jeune femme de 19 ans, prénommée Germaine, qui vivait momentanément, citée de l'Aqueduc, à Gentilly, avec un nommé Labombe.

Quel désespoir a poussé la malheureuse à l'hôpital Cochin, où elle a été transportée immédiatement, son état est jugé des plus graves. Le bébé, une fillette, a été dirigé provisoirement sur l'hospice des Enfants Assistés.

Les galanteries de M. Lafleur

Il faut revenir sur cette séance de samedi soir, au mariage Japy, où nous avons vu communistes et socialistes nous donner un avant-goût de ce que serait leur République fraternelle. Aussi bien M. Léon Blum — ou plutôt M. Lafleur, car il faut bien traduire son nom en français, même si la chose lui déplaît — nous y invite, et nous n'aurions garde d'y manquer.

Non point que nous attachions une importance quelconque aux crises de nerfs de cet être de sexe indéfini. Mais il est des hommes qu'il convient de démasquer. Nous craignons moins le péril que peut représenter demain pour notre pays la cynique audace des communistes que la sournoise duplicité des profiteurs socialistes, hier naufrageurs du franc, et qui aujourd'hui rampent silencieusement vers le pouvoir en s'efforçant de ne pas éveiller l'attention.

M. Léon Lafleur ne manque jamais de dénoncer, en toute occasion, « les gouvernements bourgeois » et « le duo Tardieu-Chiappe ». C'est là une satisfaction qu'il faut donner aux militants du parti, quand on se prétend un chef révolutionnaire. Socialisme oblige, n'est-ce pas ?

De même, lorsqu'il M. Lafleur n'apparaît-il plus jamais en réunion publique qu'encadré de « flics », comme il dit élégamment ?

Ainsi, samedi soir, c'est entre trois officiers de paix qu'il fit, blême et défaillant, son entrée dans la salle Japy. Son lieutenant, le vétérinaire Narcisse Renaudel, ne fut honoré que de deux policiers. Question de galons, sans doute.

Ce spectacle, des centaines de militants y ont assisté. M. Lafleur est très fâché que nous l'ayons souligné. Il n'avait, dans ce cas, qu'à décliner une protection qu'il trouvait si compromettante.

Il convient, d'ailleurs, de compléter le récit que nous avons fait de la séance de samedi soir au mariage Japy par un nouveau détail. On verra mieux encore et « l'impressionnabilité » de M. Lafleur, et la gratitude qu'il ressentait alors envers le « duo Tardieu-Chiappe » et « le gouvernement de réaction » qu'il devait copieusement injurier deux heures plus tard, quand il se sentirait à l'abri dans les bureaux du Populaire.

De même que M. Lafleur était arrivé à la salle Japy brillamment entouré de policiers, de même il en sortit sous bonne escorte. Et savez-vous où il se rendit ?

Il alla, accompagné de son aide de camp Narcisse Renaudel, — de camp, ou de flic, le camp, — au commissariat de la mairie du XI^e arrondissement. Et, par surcroît de prudence, un camion bondé d'agents suivait lentement la caravane, tandis que les chiens communistes hurlaient au loin.

M. Lafleur retrouva son assistante des qu'il se sentit en sécurité entre les murs du poste de police. Chacun connaît sa galanterie : aussi n'y eut-il pas lieu de s'étonner que son premier acte fut de remercier les « flics » de la précieuse protection dont ils avaient bien voulu l'entourer. Et il attendit là que les communistes, encore massés dans les rues adjacentes, eussent été dispersés par des charges de police.

Nous avons vu, naguère, des orateurs socialistes conduits au commissariat, encadrés, eux aussi, d'agents. Mais, en ce temps-là, ils n'y allaient pas pour remercier la police.

Il est vrai qu'alors le parti socialiste n'était pas encore féministe et qu'il avait pour chefs des hommes.

Des hommes qui n'eussent jamais eu l'idée saugrenue d'installer « la Maison du Parti » rue Victor-Massé, en plein Montmartre galant.

LE WEEK END DE DEUX HOMMES D'ÉTAT

M. Macdonald et le président Hoover se sont occupés du désarmement

Le Premier britannique est reçu aujourd'hui par le Parlement américain

WASHINGTON, 7 octobre. — On annonce officiellement que les invitations à la conférence navale des cinq puissances seront envoyées aujourd'hui, par la Grande-Bretagne, à la France, au Japon et à l'Italie.

La conférence aura lieu à Londres vers le milieu du mois de janvier prochain. La date choisie sera probablement le lundi ou le mardi de la troisième semaine du mois.

Le texte des invitations sera publié mercredi, simultanément à Washington et à Londres.

Le président Hoover et M. Macdonald ont eu, hier, un long entretien particulier à l'issue duquel ils ont déclaré qu'un accord était déjà réalisé sur les principaux points du problème.

Pendant trois heures, M. Hoover et M. Macdonald ont discuté seul à seul. Après le lunch, la conversation a repris en présence de M. Stimson, secrétaire d'Etat, de M. Cotton, secrétaire adjoint, et de sir Robert Vansittart, secrétaire particulier de M. Macdonald. M. Craigie, chef du département de l'Amérique au Foreign Office, assistait à l'entretien.

Les données du problème

Il ne saurait être question que les représentants des deux nations prennent des décisions, particulièrement sur le problème de la liberté des mers.

En ce qui concerne cette question importante, deux points sont à considérer : 1^o l'attitude des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur les positions respectives des belligérants et des neutres ; 2^o les modifications possibles de ces positions, résultant soit du nouvel aspect sous lequel se présenterait un blocus de la solidarité des relations britanniques et américaines avec le monde en général, de la création de nouveaux organes internationaux, soit de l'existence de négociations de rapprochement internationales, comme le pacte de Paris ou les traités de Locarno.

On sait que le Congrès préconisait, dans le bill des quinze croiseurs, la négociation, avant 1931, d'un traité avec les principales puissances navales pour la réglementation de la conduite sur mer des belligérants et des neutres en temps de guerre. Mais M. Hoover est opposé à ce qu'un accord sur la liberté des mers intervienne avant toute négociation sur la limitation ou la réduction des marines.

Le règlement des conflits

Les deux hommes d'Etat discuteront de toutes les conséquences possibles du pacte de Paris. Il sera nécessaire de préciser la position respective des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans le cas d'une déclaration de guerre.

D'autre part, et c'est là un point intéressant, étant donné la situation des Etats-Unis à l'égard de la S.D.N., M. Hoover et M. Macdonald étudieront les moyens de régler pacifiquement les conflits, ainsi que la possibilité de développer des méthodes parallèles à celles de la Société des Nations, mais complètement indépendantes de celle-ci.

(Lire la suite en 3^e page, 4^e colonne.)

HORRIBLE DRAME DE LA FOLIE RUE DAUBERVILLIERS

Une démente poignarde son amie et se fait ensuite justice

Un épouvantable crime, qui a pour auteur une démente, a mis ce matin en émoi les habitants de la rue d'Aubervilliers.

Une jeune femme, Mlle Marcelle Monnot, atteinte depuis quelque temps de graves troubles mentaux, prise tout à coup de folie furieuse, a sauvagement égorgé, à l'aide d'un long couteau de chasse, une de ses amies, Mlle Delecluzze, 60 ans, demeurant à Aubervilliers, qui était venue passer la journée en sa compagnie.

Demeurant seule avec son père, M. Henri Monnot, qui travaille dans une maison d'exportation, à Paris, Marcelle Monnot, d'une santé précaire, vieille fille de 35 ans, veillait aux soins du ménage, son état ne lui permettant guère de s'occuper au dehors. Très pieuse, elle se rendait chaque matin à la messe. Durant de longues années, elle ne donna aucun signe particulier de dérèglement cérébral.

Cependant, ces derniers mois, son caractère se modifia. Elle était taciturne, songeuse, mais surtout torturée de cet abattement général pour se livrer à de violentes colères. Elle alla même jusqu'à confier à son père des projets de suicide.

M. Monnot, qui domine sa femme, lui dit-elle, m'obligera à le faire.

Quand ce matin, vers 6 heures, M. Henri Monnot se leva pour partir à son travail, il trouva sa fille déjà debout. Comme il se disposait à l'embrasser, elle lui dit :

— Adieu, père. Voici mon argent. Garde-le, car je n'en ai plus besoin. Embrasse-moi bien, car tu ne me verras jamais !

Habitée depuis longtemps aux divagations de sa fille, M. Monnot ne prit pas au sérieux ces paroles menaçantes. Il se borna à raisonner la malade, attendant la fin de l'attaque d'une vieille amie de la maison, Mlle Delecluzze, qui, travaillant dans une grosse usine de parfumerie, venait passer chez eux le samedi et le dimanche, pour repartir le lundi à son travail.

Quelques minutes après son départ, des voisins du 4^e étage entendirent un bruit de pas précipités... puis des cris sourds. En même temps, les locataires du 5^e situés en face de l'appartement occupé par les deux vieilles filles, perçurent très distinctement des exclamations entrecoupées de gémissements.

(Lire la suite en 3^e page, 1^{re} colonne.)



L'arme du crime

Une apôtre de treize ans



Dorothy Carr, une enfant de treize ans, parcourt les rues de Chicago, portant une malheureuse lanterne piquet et tenant enseignant à né jamais désespérer de la miséricorde de Dieu.

Un gendarme tué par un malfaiteur

SENILS, 6 octobre. — A Longueuil-Annel, samedi, l'ouvrier bricoleur J.-B. Roze, s'était pris de querelle avec un de ses camarades, nommé Prud'homme, âgé de 22 ans, et au cours de la discussion l'avait abattu de deux coups de revolver. Son crime accompli, il avait pris la fuite.

Au cours de l'enquête, on apprit que Roze avait encore sa mère, qui vivait dans la région de Creil, à Nogent-sur-Oise, où il venait la voir de temps à autre. Une surveillance fut donc organisée par les brigades de gendarmerie de la région. Vers minuit, on aperçut Roze qui arrivait chez sa mère.

Le gendarme Delattre, de Creil, l'ayant reconnu, s'avança vers lui et lui ayant placé le visage, lui cria : « Haut les mains ! » Mais Roze, qui se doutait évidemment de la surveillance dont était l'objet, tira un coup de revolver sur le gendarme Delattre, qui fut tué net d'une balle au cœur.

Ses collègues, au bruit de la détonation, accoururent et parvinrent à arrêter le meurtrier, qui a été conduit ce matin à la gendarmerie de Creil.

La victime a été transportée à la mairie de Nogent-sur-Oise.

Le commandant de gendarmerie de l'Oise, M. Serin, et le capitaine Mangot, commandant la brigade de gendarmerie de l'arrondissement de Senlis, sont arrivés ce matin sur les lieux. Le parquet de Compiègne est attendu. L'autopsie du corps sera faite par le docteur Debray, médecin légiste à Creil.

De mauvais renseignements ont été recueillis sur le meurtrier.

Le gendarme Delattre était marié et père d'un enfant de huit ans. Il était affecté à la brigade de Creil depuis dix-huit ans. Il était très estimé de ses chefs et de ses camarades.

EN PASSANT...

Reuni sous la présidence de M. Chiappe, le Comité permanent de la circulation a pris un certain nombre de mesures... qui ne changeront malheureusement pas grand chose à l'embouteillage de nos rues et qui ne feront qu'imposer de nouveaux ennuis au plus intéressants des automobilistes parisiens, c'est-à-dire à ceux qui n'ont pas de chauffeur et conduisent eux-mêmes leur voiture.

J'entends bien que, animé par notre infatigable préfet de police, ce Comité de la circulation fait ce qu'il peut pour satisfaire tout le monde et que ce n'est pas une petite affaire de faire à la fois plaisir aux piétons, aux automobilistes, aux hippobouillistes et aux cyclistes.

Mais il me sera permis de formuler un regret : si la plupart des hauts personnages qui composent ce Comité se servent journellement de l'automobile, ils ont leur chauffeur et ne connaissent, en somme, les difficultés de la circulation parisienne que par une personne interposée. Combien je préférerais à ces importants messieurs quelques-uns de ces « automobiles des moyens » qui, le volant en mains, parcourent Paris du matin au soir et pourraient donner de précieux avis à l'Autorité !

Is pourraient notamment lui démontrer que le problème de la circulation, dans une ville hyper-peuplée comme Paris, ne se résout pas par d'implacables saignées. Il faudra supprimer ou réduire une ou plusieurs catégories de véhicules de ce genre, en assurant l'existence même des autres. La politique qui consiste à interdire la stationnement dans tel ou tel périmètre n'est qu'un tromperie. Ici ou là, chaque automobile occupera la même superficie de chaussée. Et puis, à force de restreindre les droits de l'automobiliste parisien, lequel se sert beaucoup plus de son auto pour son travail que pour son plaisir, — on finira bien par le dégoûter à volant et par le ramener au métier de piéton, ce qui sera évidemment un excellent moyen de décongestionner la chaussée.

On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. On ne défend pas le progrès sans léser des intérêts particuliers toujours respectables. Les voitures à chevaux aussi bien que les voitures à bras doivent être, à Paris, tout au moins, définitivement sacrifiées à l'auto, ne serait-ce que pendant certaines heures de la journée. Il est aussi ridicule de vouloir maintenir dans les rues de Paris des autos et des voitures à chevaux que de faire passer sur le même rail un express, un char à banc et un bercail à roquettes.

Voilà des années que j'ai fait ici même cette suggestion. Elle n'a pas dû frapper le Comité de la circulation...

CHARLES OMESSA.

Le bel exploit de Costes et Bellonte

Huit jours durant ils errèrent dans un pays inconnu dont ils ignoraient la langue

Costes et Bellonte ont donné de leurs nouvelles. Et ils ont battu le record du monde de distance en ligne droite.

Occilles heureuses nouvelles, après les jours d'attente où notre confiance dans l'aviation et l'équipe était aux prises avec le doute affreux, la crainte d'une issue tragique !

Costes et Bellonte sont sains et saufs. S'étant posés dans de bonnes conditions, à 80 kilomètres au nord de Tsislikar, les aviateurs durent effectuer une longue distance à pied, malgré leur fatigue et le parcours, qui en nos régions est demandé deux ou trois jours, n'a pu être accompli qu'en une semaine dans cette partie désolée de la Mandchourie.

C'est lorsque leur combustible fut épuisé que Dieu donna Costes et Mautrice Bellonte se décidèrent à atterrir. Selon un télégramme, l'aviation aurait été légèrement endommagée, mais d'autres dépêches signalent que Costes aurait l'intention de se faire ravitailler, afin de gagner Moukden, d'où il s'en irait pour Tokio. Et ceci laisse croire que les dommages ne sont pas très importants. Quant à savoir ce que feront exactement les deux aviateurs, c'est autre chose ! Paris un jour pour Buenos-Aires, Costes et Le Brix n'en reviennent-ils pas par Tokio ?

Un record nettement battu

Tsislikar est une vieille ville de Mandchourie, située sur le transsibérien, entre la frontière sibérienne et Kharbine. Tsislikar se trouve à environ 850 kilomètres à vol d'oiseau de Tchita, elle-même éloignée de 7.100 kilomètres de Paris. Cela signifie que la distance parcourue par le Point-à-Interrogation est légèrement inférieure — en ligne droite — à 8.000 kilomètres.

Le record de distance détenu par Ferrarin et le regrette Del Pre, 7.185 Kil. 360, est largement dépassé, ainsi qu'on voit, par nos deux compatriotes.

La valeur de l'équipage, celle du sesquiplan Bréguet spécial et du moteur Hispano-Suiza 600 CV ont fait qu'un trophée envia très en France.

L'équipage fut fondé il y a un an, pour une tentative transatlantique. Il s'éleva sur mer, mais il vint de réaliser au-dessus du continent un vol supérieur de 2.000 kilomètres à la distance de Paris à New-York.

C'est quelque chose. — G. F.

A L'AMBASSADE DES SOVIETS



Le départ de la valise diplomatique

REMARQUES QUOTIDIENNES

L'orgie de spéculation

On avait fait jadis sur le vieux Gladstone ce mot plus qu'amusant : « M. Gladstone a toujours un tour dans son sac. Mais il dit que c'est Dieu qui l'y a mis. » M. Ramsay Macdonald est quelqu'un dans le genre de Gladstone et de la même formation. Il met volontiers la divinité en tiers dans la politique du parti travailliste. Il est en ce moment aux Etats-Unis où le gouvernement ne néglige pas non plus d'invoquer la Providence et il a parlé de « l'appel de la paix divine » à propos de l'accord naval qui doit tout au moins stabiliser la supériorité maritime des deux cousins sur le monde entier. Pendant ce temps, Philip Snowden paraît d'un autre sujet.

La question monétaire est le bâil qui blesse le Labour Party. Pour défendre le cours de la livre sterling et sa garantie métallique, il a fallu relever le taux de l'escompte. Bien entendu cette mesure est pénible pour l'industrie et le commerce. On ne s'y est résolu qu'à la dernière extrémité. Et les camarades les plus excités du Labour Party en ont profité pour attaquer la Banque d'Angleterre. Un gentil garçon nommé Ben Tillett a même déclaré que le gouverneur mériterait d'être fusillé. Au moins, selon le programme socialiste, faudrait-il nationaliser la Banque. Mais ce n'est pas de cela que Philip Snowden a parlé.

Nationaliser la Banque d'Angleterre serait inutile parce que le Trésor britannique et la Banque sont déjà à peu près associés en ce sens que la Banque se charge de quelques-uns des services essentiels de la Trésorerie. Le seul résultat serait d'atteindre encore la confiance du public dans la livre sterling. Philip Snowden est assez seigneur pour savoir tout cela. Il a donc esquissé la nationalisation et il a prononcé un discours que ne désapprouverait pas le gouverneur, mais qui ne sera vraisemblablement pas fusillé tant que le ministre Macdonald n'aura pas été remplacé par un ministre Ben Tillett.

Philip Snowden a donc cherché les causes du malaise monétaire actuel et, bien entendu, il n'admet pas que l'arrivée des socialistes au pouvoir soit pour quelque chose dans la faiblesse du sterling. Mais il a accusé avec une certaine vraisemblance l'exces, ou, comme il a dit, « l'orgie » de spéculation qui a eu lieu en divers pays, et notamment à New-York, d'avoir détraqué la machine du crédit.

Il est exact qu'après les décrets de la déflation, on a vu, dans les pays qui avaient été retirés et même surtout dans ceux qui avaient gardé une monnaie saine, se perpétuer des habitudes d'agiotage qui ne pouvaient pas bien finir. L'inflation monétaire a été substituée à l'inflation de crédits. Les Etats-Unis, où l'on fait tout en grand, se sont signalés par l'ampleur de ces avances aux spéculateurs. Mais des signes de fatigue paraissent déjà à New-York. Ils sont apparus à Londres où il y a eu un krach retentissant. En Allemagne, de même. Une grande société d'assurances a sauté. Le directeur d'une grande affaire de soie artificielle s'est suicidé. Deux banques de premier ordre ont fonctionné pour réduire leurs frais et sauver leur mise. « L'orgie de spéculation » tourne mal dans les pays qui n'ont pas les reins solides. Elle touche à son terme ailleurs. Et c'est Philip Snowden, ministre d'un gouvernement qui se défend de l'annonce le retour à la saine finance bourgeoise !

Un éléphant passé aux rayons X

COLOMBO, 7 octobre. — Un éléphant employé pour la chasse, ayant reçu un coup de fusil dans l'épaule, a été passé aux rayons X, à l'hôpital de Colombo, de l'Université de Ceylan. Les médecins, qu'on ait jamais soigné dans cet hôpital, a donné beaucoup de soucis aux docteurs.

La salle spéciale des rayons X n'avait point jusqu'ici été disposée pour y recevoir des malades de cette importance. Les portes elles-mêmes de l'hôpital étaient assez larges pour laisser passer un tel visiteur.

Ainsi, il fut décidé que si « Jumbo » ne pouvait pas aller aux rayons X, les rayons X viendraient à lui. L'appareil fut transporté dans une salle attenante à l'entrée de l'hôpital et « Jumbo » fut placé le plus près possible de la fenêtre, de manière à ce que les rayons X puissent l'atteindre avec succès.

L'opération a pleinement réussi.

Le danseur perd son chapeau et l'Américaine 8.000 francs

Une riche Américaine, Mme P., de passage à Paris, entre d'ailleurs passer la soirée d'hier dans un dancing réputé de Montparnasse. Elle y fit la rencontre d'un beau jeune homme qui, après quelques danses, lui proposa de faire une promenade au Bois en taxi. Le début de ce tête-à-tête fut charmant.

Soudain, comme pour donner un ordre au chauffeur, le jeune homme se pencha à la portière et son chapeau tomba sur la chaussée.

La voiture s'étant arrêtée, le danseur mondialement gêné se pencha à la recherche de son couvre-chef. Celui-ci devait être loin, car au bout d'une demi-heure, le jeune homme n'était pas encore de retour.

Tout en déclarant le départ de son chauffeur, l'Américaine donna l'ordre à son chauffeur de la reconduire à son hôtel, rue de Rivoli, où elle avait sa destination. Elle constata avec stupéfaction que son sac à main, contenant 8.000 francs et plusieurs bijoux, avait également disparu.

